

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 25 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BLEDINA SA

ZI LE TEINCHURIER
RUE FREDERIC SAUVAGE
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : 2026-03-25 UiD192026-0037r georisques
Code AIOT : 0006000361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement BLEDINA SA implanté Rue Frédéric Sauvage Z.I. du Teinchurier 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action régionale sur la thématique des produits chimiques. L'objet de la visite était de vérifier la conformité des pratiques de l'exploitant concernant , la disponibilité et l'accès aux fiches de données de sécurité (FDS) ; la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques et des conditions opérationnelles relatives à la protection de l'environnement ; la gestion et la capacité de rétention des installations ; la tenue à jour et la disponibilité d'un état des stocks.

Par ailleurs, les points de contrôle sur la vérification des installations électriques et du dispositif de défense incendie ont également été abordés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BLEDINA SA
- Rue Frédéric Sauvage Z.I. du Teinchurier 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006000361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BLEDINA (du groupe DANONE), exploite une installation de fabrication de produits de nutrition spécialisée, notamment en nutrition infantile.

L'installation relève du régime de l'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010, dite directive « IED » (rubrique n° 3642-3 : traitement et transformation de matières premières animales et végétales en vue de la fabrication de produits alimentaires).

Elle est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 22 juillet 2014, modifié par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 4 août 2016.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.4.1-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.4.1-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a fait preuve de réactivité à l'annonce de la thématique de la visite. Les conditions de stockage des produits chimiques sont maîtrisées et les FDS sont facilement accessibles. Néanmoins, certains éléments restent à compléter ou à mettre en œuvre et sont repris dans les points de contrôle ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <u>Article 31 :</u> Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. <u>Article 35 :</u> Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'Inspection a procédé à la vérification de ce point par échantillonnage. À ce titre, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits suivants ont été demandées : <ul style="list-style-type: none">- HIGHSTAR VC 77 (détergent basique non moussant), version 8, révisée le 10 mars 2023 ;- PASCAL VA 5 (préparation acide), version 9.1, révisée le 24 février 2023 ;- TasteEssential Arôme Café, version 5, révisée le 9 septembre 2024. L'exploitant a transmis ces documents rapidement. Il indique par ailleurs disposer d'un logiciel de gestion, QUARKS, dans lequel sont centralisées l'ensemble des FDS des produits présents sur le site. Ce logiciel est accessible depuis le réseau de l'entreprise. La vérification sur site, au niveau des cuves de stockage de HIGHSTAR VC 77 et PASCAL VA 5, a permis de constater la présence de Fiches de Données de Sécurité simplifiées à proximité des installations. La présence d'une FDS simplifiée a également été constatée pour le produit SPECTRUX BD 1500, stocké dans le local de la chaufferie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés... dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises;
Constats : L'Inspection a procédé à la vérification de ce point par échantillonnage. Les FDS suivantes ont été consultées : HIGHSTAR VC 77; PASCAL VA 5 et TasteEssentials Arôme Café. <u>Lutte contre l'incendie</u> Les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie, telles que mentionnées dans les fiches simplifiées, sont conformes aux informations disponibles dans les FDS consultées . <u>Mesures à prendre en cas de déversement</u> L'exploitant dispose de procédures de gestion des déversements accidentels. Lors de l'inspection, la présence d'un kit d'intervention en cas de déversement accidentel a été constatée à proximité de la zone de dépotage. Ce kit comprend notamment des absorbants ainsi qu'un obturateur permettant de limiter la propagation d'un éventuel écoulement.

L'exploitant indique par ailleurs que les opérateurs sont formés en interne à la gestion de ce type de situation. Il déclare également qu'un exercice avec les pompiers sur ce type d'intervention a eu lieu en fin d'année dernière, sans toutefois fournir, à ce jour, d'éléments de justification.

Manipulation et stockage

Ce point a été examiné pour les deux cuves de stockage contenant les produits suivants :

- PASCAL VA5, produit à base d'acide nitrique utilisé comme détartrant industriel ;
- HIGHSTAR VC77, détergent (base) utilisé pour le nettoyage industriel.

L'exploitant dispose d'une procédure relative aux opérations de dépotage, qui a été présentée lors de l'inspection.

Les constats suivants ont été réalisés sur site :

- présence d'une plaque constructeur lisible sur chaque cuve ;
- identification claire des produits stockés ;
- mise à disposition de FDS simplifiées à proximité des équipements.

Les deux cuves présentes sur le site sont de marque Cadiou, à double enveloppe en Polyéthylène Haute Densité PEHD, avec une date de mise en service indiqué au 15 juin 2016. L'exploitant indique procéder régulièrement à des vérifications visuelles des équipements.

Interrogé sur la réalisation de contrôles plus approfondis, notamment relatifs à l'intégrité et à l'étanchéité des cuves et de leurs équipements associés, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser, au moment du contrôle, si des vérifications spécifiques sont prévues par le constructeur ou mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation, alors que ces équipements approchent dix années de service.

Considérations sur l'élimination

Lors de la visite, la présence de plusieurs dizaines de GRV vides a été constatée à proximité de l'ancienne voie ferrée. Ces contenants sont en attente de prise en charge pour collecte et élimination, par le prestataire ayant vendu les produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous deux mois, pour les deux cuves en PEHD :

- vérifier si le constructeur prévoit des contrôles ou vérifications périodiques spécifiques pour ces équipements ;
- mettre en place un suivi adapté de l'état et du fonctionnement des installations, notamment concernant : le dispositif de détection de fuite de la double enveloppe ; le dispositif anti-débordement et le fonctionnement de l'alarme associée ; et l'état et la maintenance des raccords et accessoires.

Les éléments de justification correspondants devront être transmis à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.4.1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé »; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieur ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à: - dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité des fûts; - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts; - dans tous les cas , 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les stockages de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sont associés à des dispositifs de rétention. Il a été constaté notamment la présence de 3 bidons de 25 litres d'arôme café stockés sur rétention au sein d'armoires de stockage dédiées aux arômes . Au vu des éléments observés lors de la visite, ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.4.1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ,ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que des produits chimiques sont stockés en cuves de type GRV au sein d'armoires équipées de dispositifs de rétention. Ces armoires sont identifiées et l'étiquetage observé est cohérent avec les produits présents au moment de la visite. A titre d'exemple, il a notamment été observé : le stockage d'un produit basique (Highstar VC77) dans une armoire dédiée ; le stockage d'un acide (Pascal VA 5) dans une armoire spécifique ; et le stockage d'un produit chloré (Deogen VS7) dans une autre armoire dédiée. Par ailleurs, l'exploitant dispose de deux cuves de stockage de produits à double enveloppe. L'exploitant dispose également d'une procédure de dépotage. Un code couleur est par ailleurs mis en place afin de différencier les équipements dédiés à la cuve de soude de ceux dédiés à la cuve d'acide. Au niveau du local de la chaufferie, le stockage de bidons de 25 litres sur rétention a été observé, notamment du produit SPECTRUX BD 1500 (biocide utilisé dans les tours aéroréfrigérantes de l'installation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement du titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a fourni un état des stocks des produits chimiques présents sur le site. Néanmoins, des axes d'amélioration sont attendus concernant la lisibilité et la disponibilité de cet inventaire. L'exploitant indique que chaque lundi, un opérateur réalise l'état des stocks et le consigne dans un cahier. Le numéro de la semaine est indiqué, ainsi que le nom du produit et la quantité correspondante. Toutefois, les unités associées aux quantités ne sont pas précisées, ce qui peut entraîner des ambiguïtés dans l'interprétation des données. À titre d'exemple, les mentions suivantes figurent dans le cahier : <ul style="list-style-type: none">- HIGHSTAR (soude) : 6726 ;- Pascal (acide nitrique) : 11371 ;- VC 77 (soude) : 3 ;- Hypofoam (chlore) : 14. Or, les unités diffèrent selon les produits : <ul style="list-style-type: none">- HIGHSTAR et Pascal sont exprimés en kilogrammes ;- VC 77 est exprimé en nombre de GRV (cuve de 1000 litres) ;- Hypofoam est exprimé en nombre de bidons de 25 litres. Le cahier mentionne également les quantités de produits disponibles par ligne de production. Il est donc attendu que l'exploitant précise systématiquement les unités associées aux quantités recensées et mette en place un format d'enregistrement plus clair, afin d'assurer une meilleure lisibilité des stocks de produits chimiques et de leur localisation. Seul l'agent ayant réalisé l'état des stocks dispose de l'information nécessaire à l'interprétation des données consignées. Ces informations doivent être accessibles et compréhensibles par plusieurs agents, afin de garantir un accès fiable aux informations relatives aux stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En cas de situation d'urgence (incendie, fuite, ...), la connaissance rapide et fiable de la nature et des quantités de produits chimiques présents sur le site constitue une information essentielle, notamment pour l'exploitant et les services de secours. Un inventaire imprécis ou difficilement interprétable est susceptible de compliquer l'évaluation des risques et la mise en œuvre des mesures de gestion adaptées. L'exploitant est tenu de mettre en place un système d'enregistrement des stocks de produits chimiques permettant une identification claire des produits présents, des quantités associées ainsi que des unités correspondantes, et leur localisation afin de garantir une lecture immédiate et compréhensible de l'état des stocks par tout agent habilité, y compris en cas de situation d'urgence. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, les dispositions mises en œuvre pour se conformer à cette demande.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état [...]. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection, en amont de la visite d'inspection, les documents suivants : les vérifications des installations électriques ainsi que les certificats Q18 et les comptes-rendus Q19. <u>Rapport de vérification des installations électriques</u> L'exploitant a transmis par courriel les rapports de vérification effectués entre le 28/07 et le 07/08/2025. Les rapports (conformément au Code du travail) consultés indiquent plusieurs observations, notamment dans la zone « Pots », avec 12 observations. L'exploitant a transmis les documents relatifs aux observations levées ; certaines restent toutefois en attente de régularisation. L'exploitant est invité à poursuivre cette régularisation. <u>Certificats Q18</u> L'examen des 10 rapports effectués du 28/07/2025 au 07/08/2025 indique que ces vérifications ont été réalisées avec une coupure totale des installations. Pour 9 des 10 rapports, la conclusion précise qu'aucun risque d'incendie ou d'explosion n'est identifié. Cependant, le certificat Q18 du centre de recherche indique que certaines anomalies peuvent entraîner des risques. L'exploitant a transmis l'enregistrement des observations corrigées, mais une anomalie subsiste au niveau du bâtiment pilote, au tableau d'éclairage des bureaux (E4C-A2), PC fontaine. Il s'agit de l'absence de protection contre les surintensités sur le neutre de circuit(s) à régime IT. L'exploitant doit procéder à la mise en conformité et transmettre à l'Inspection les éléments justificatifs associés. <u>Q19 Thermographie</u> La consultation du compte-rendu Q19 relatif à l'intervention du 21/07 au 24/07/2025 fait état de 6 anomalies constatées : une observation de priorité 1 et cinq observations de priorité 2. L'exploitant a transmis le document de levée de réserve, correspondant à l'enregistrement de la réalisation des mesures correctives pour ces six observations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit procéder, sous 1 mois, à la levée de la non-conformité identifiée dans le rapport Q18 de la zone « centre de recherche », relative à l'absence de protection contre les surintensités sur le neutre de circuit(s) à régime IT, et transmettre à l'Inspection les justificatifs de mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2014, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : L'exploitant a transmis à l'Inspection, en amont de la visite d'inspection, des rapports concernant : le désenfumage, la détection incendie, les extincteurs et RIA, les poteaux incendie, ainsi que le sprinklage. <u>Désenfumage</u> Le rapport de vérification réalisé du 29/07 au 07/08/2025 conclut que le système de désenfumage est en état de fonctionnement. Il recommande néanmoins le remplacement de 14 vérins et de 78 plaques PCA. <u>Détection incendie</u> L'Inspection a consulté les rapports Q7 des zones Bledichef et BBF. Ces rapports concluent que ces installations n'ont fait l'objet d'aucune observation. Néanmoins, le rapport relatif au poste de garde a donné lieu à l'émission de réserves. L'exploitant a transmis à l'Inspection un document attestant de la levée de ces réserves. <u>Extincteurs et RIA</u> Le rapport d'intervention du 06/08/2025 a été consulté. Il a donné lieu à l'établissement d'un devis à la suite de la maintenance préventive sur 3 RIA. L'exploitant a transmis le devis correspondant. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection la preuve de la réalisation de ces remplacements. <u>Poteau incendie</u> La fiche de relevés de vérification des débits et pressions des poteaux et bouches d'incendie du 03/07/2025 a été consultée et n'appelle aucune remarque de la part de l'Inspection. <u>Sprinklage</u> Les vérifications hebdomadaires du système sprinkleur réalisées en semaine 10 de l'année 2026, consultées par l'inspection, indiquent un fonctionnement satisfaisant des alarmes. Néanmoins, une observation est mentionnée pour le poste n°8, relative à une fuite au niveau de la boîte de cloche (cloche ne sonnant pas, modèle F Water Motor). À la suite de cette vérification hebdomadaire, l'exploitant a transmis à l'Inspection le devis daté du 18/02/2026 relatif au remplacement de la cloche du poste n°8.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, dans un délai de deux mois, transmettre les éléments attestant de : - la réparation de la cloche du système de sprinklage au niveau du poste 8 ; - et le remplacement des trois RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois